



Strasbourg, le 4 mars 2011

AP/CAT(2011)12
Traduit de l'anglais

**ACCORD EUROPEEN ET MEDITERRANEEN
SUR LES RISQUES MAJEURS (EUR-OPA)**

REUNION DES DIRECTEURS DE CENTRES SPECIALISES

**3-4 février 2011
Bureau du Conseil de l'Europe, PARIS**

CONCLUSIONS

1. Adoption de l'ordre du jour

Le Président de la réunion souhaite la bienvenue aux participants (voir la liste en annexe 2) et, plus particulièrement, à M. Barelli, le Président nouvellement nommé du CEMEC (Saint-Marin). M. Barelli exprime sa gratitude envers le défunt Professeur Manni, qui a présidé le CEMEC pendant de nombreuses années, et exprime le désir de renforcer la coopération avec les autres partenaires au sein de l'Accord.

L'ordre du jour est adopté tel qu'il figure en annexe 1.

2. Décisions de la Session ministérielle de l'Accord EUR-OPA risques majeurs qui s'est tenue à Saint-Pétersbourg le 28 septembre 2010

Le Secrétaire exécutif remercie les autorités russes pour l'excellente organisation de la Session ministérielle et souligne l'intérêt de son contenu et des résultats obtenus. Il rappelle brièvement les principales questions abordées par la Session ministérielle, en insistant tout spécialement sur la demande de mettre à profit les connaissances existantes pour augmenter la résilience des sociétés.

Les résultats formels de la Session ministérielle sont deux résolutions et une recommandation:

- une Résolution intitulée « *Les valeurs éthiques et la résilience aux catastrophes* ». Le développement d'activités portant sur ce problème difficile (et relevant des missions essentielles du Conseil de l'Europe) y est encouragé;
- une Recommandation sur la « *Réduction de la vulnérabilité face au changement climatique* ». La nécessité de prendre en compte la nature changeante des risques liés au changement climatique y est soulignée.
- une Résolution sur les priorités d'action de l'Accord. La résolution comprend l'adoption du Plan à moyen terme 2011-2015.

Le secrétaire exécutif rappelle aussi que la Session ministérielle a été précédée par une journée de réunion du Comité des correspondants permanents. Le Secrétariat exécutif fait une présentation détaillée des activités réalisées dans le cadre de l'Accord depuis la dernière Session ministérielle, en 2006, y compris une synthèse claire des résultats accomplis par le réseau de centres spécialisés.

Le Centre de Saint-Marin fait remarquer l'importance des lignes directrices énoncées par le nouveau Plan à moyen terme pour les activités futures des centres. Le Président reconnaît également l'importance de ce document, souligne le travail considérable réalisé depuis la dernière Session ministérielle, en 2006, et insiste sur la nécessité de diffuser plus largement les résultats.

Le Centre de Biskra exprime des regrets, car même si tous les risques sont évoqués dans le nouveau plan à moyen terme, il aurait préféré que l'accent soit davantage mis sur l'impact des changements climatiques sur les sécheresses et désertification. De même, le Centre de Bucarest fait observer que la recherche et la promotion des connaissances constituent un volet important de la Session ministérielle, mais qui est important d'informer les populations sur les risques auxquels elles sont vulnérables, et notamment les séismes, pour tout particulièrement sensibiliser les propriétaires de bâtiments et les collectivités locales. Le Président reconnaît que le manque d'information et de sensibilisation constitue un important obstacle à la prise de décisions à haut niveau.

3. Bilan des activités réalisées en 2010

Afin de mieux évaluer les activités proposées pour 2011, le Secrétariat donne la parole aux centres pour qu'ils rappellent brièvement les principales initiatives prises en 2010 (dans le cadre de la subvention annuelle et des programmes coordonnés) en soulignant, dans la mesure des possibilités, les éventuelles coopérations futures avec d'autres centres.

Le Centre de Florival (ISPU) décrit les activités réalisées au plan national, en soulignant l'étude de faisabilité réalisée par une commission d'après-crise en Belgique sur le modèle de celle existant aux Pays-Bas. Ces travaux ont été menés en collaboration avec l'Université Catholique de Louvain. Dans le cadre de l'Accord, le centre a poursuivi ses activités sur le rôle des autorités locales et régionales dans la gestion des crises en terminant la première phase et en développant une base de données sur Internet des informations législatives collectées afin de leur permettre de se tenir à jour. Étant donné les activités futures du projet, le Centre de Florival encourage de nouveaux pays à participer. Le Secrétariat exécutif insiste sur le fait que, tout comme le font déjà certains centres, ceux-ci peuvent participer en collectant des informations sur leur propre pays, même s'ils se limitent à certains aspects, sans que cela ne soit considéré comme une réponse officielle de leurs autorités. Par ailleurs, des initiatives similaires à celles qui ont été mises en place au niveau national en Moldova et en Azerbaïdjan pourraient être intégrées au projet. Le Centre de Lisbonne a également proposé son aide pour la collecte de données sur sa législation nationale. Le Centre d'Erevan salue sa collaboration positive avec l'ISPU, qui a été extrêmement utile à l'Arménie pour faire intensifier la participation des autorités locales, et déclare qu'il est tout à fait prêt à continuer.

Le Centre de Moscou (ECNTRM) présente des informations sur l'avancement de son système de surveillance automatique à distance des édifices: la méthode élaborée a été adoptée par les pouvoirs publics, et sa mise en oeuvre est autorisée, et même rendu obligatoire, pour certains bâtiments collectifs importants comme les futures installations olympiques. S'agissant du projet *Extremum*, le Centre a conçu un meilleur algorithme de calcul afin d'améliorer l'évaluation des séismes. L'actualisation des données étrangères doit encore être réalisée, et la collaboration des autres centres est demandée à cet effet. Répondant à la question du Centre de Skopje relative à la diffusion des informations d'Extremum auprès des directeurs des centres, il confirme que les résultats seront largement diffusés et qu'il étudie la meilleure manière de le faire. Le Président ajoute qu'Extremum est un programme pour lequel la coopération entre les centres peut jouer un rôle très important, et il demande à tous les centres de communiquer leur adresse au Centre de Moscou afin de faciliter la diffusion des résultats.

Le Centre de Saint-Marin (CEMEC) a préparé, tout comme les années précédentes, ses stages de formation sur la médecine des catastrophes, mais a également organisé un séminaire international sur les leçons tirées du tremblement de terre de l'Aquila en matière de médecine des catastrophes. Il a conclu un accord avec l'Institut Nikiforov de Saint-Pétersbourg (Fédération de Russie) pour développer en russe une formation en gestion psychologique des catastrophes à l'intention des médecins et des infirmières. Répondant à la question du Secrétariat exécutif sur les intentions de préparer les documents de la formation dans d'autres langues que l'italien, le Centre indique que la formation aux risques NBCR est déjà disponible en anglais, et qu'une version russe est en préparation. Le Centre d'Erevan propose d'établir le contact entre le ministère de son pays, qui s'intéresse également au soutien psychologique, et le CEMEC afin de développer des activités communes.

Le Centre de Rabat (CEPRIS) présente ses activités liées aux risques sismiques: il prépare un rapport sur les activités sismiques au cours des 15 dernières années au Maroc, une actualisation du déploiement du réseau sismique et une analyse de la vulnérabilité sismique des infrastructures critiques et des nouvelles zones urbaines. Parallèlement à d'autres activités plus

internationales, la collaboration avec le Centre de Lisbonne sur les risques de tsunamis l'a incité à renouveler le réseau de marégraphes nécessaire dans le cadre du système d'alerte. Un séminaire scientifique a également été organisé pour commémorer le 50e anniversaire du terrible tremblement de terre d'Agadir. Le Centre de Ravello demande si les codes parasismiques sont encore adaptés pour les bâtiments historiques, parce que le Centre de Rabat annonce qu'un code spécifique pour la rénovation de tels édifices est en cours d'élaboration, ce qui pourrait donner lieu à une coopération entre les deux centres. Le Centre de Walferdange propose également de collaborer à la collecte de données accélérométriques. Enfin, M. Goerens fait observer que les activités sur les infrastructures critiques pourraient également tirer parti des travaux du Centre de Tbilissi sur les barrages: ce dernier annonce qu'il est prêt à coopérer avec le Centre de Rabat.

Le Centre de Freiburg (GFMC) évoque sa collaboration avec le Centre d'Athènes (EFFC) pour l'organisation d'une visioconférence sur la lutte contre les incendies de forêt, qui mettait l'accent sur les conséquences des fumées pour la santé. La question redevient d'actualité avec les incendies de forêt qui ont ravagé l'ouest de la Russie pendant l'été 2010: les fumées ont gravement affecté la population, et la mortalité a nettement augmenté dans la région à cause de ce phénomène. Un centre de surveillance spécifique pour les Balkans a été créé avec l'aide de l'Accord, et a prédit que le Caucase du sud souffrira gravement des incendies de forêt en raison des changements climatiques dans la région. Le Centre de Tbilissi, qui demande si le phénomène est à l'origine des récents incendies dans les parcs naturels de Géorgie, est informé du fait que la plupart sont d'origine humaine, et qu'une restauration est en cours. Le Centre de Biskra utilise cet exemple pour souligner l'importance de recourir à des initiatives comme BeSafeNet pour sensibiliser la population aux risques et à leur capacité de les atténuer.

Le Centre de Biskra (CRSTRA) présente ses activités sur les risques de désertification, mais également sur les sécheresses, y compris dans les zones arides. Parallèlement à l'activité locale de sensibilisation d'écoliers au problème de la désertification, le Centre a participé à l'initiative BeSafeNet en préparant des documents sur les risques de sécheresse/désertification.

Un Atelier International sur le Risque Sécheresse -Analyse et Stratégies d'Adaptation-, a capitalisé les connaissances sur ce risque: indicateurs, systèmes d'alerte et stratégies d'adaptation dans le contexte des changements climatiques. Ces journées ont été aussi une occasion de sensibiliser des partenaires socio-économiques tels que les agriculteurs les plus exposés à ce risque (céréaliers notamment). Le Centre a produit un document sur les Risques Majeurs et les Catastrophes émanant de l'Atelier International de Formation organisé en 2009 avec la collaboration de divers partenaires (collectivités locales, chercheurs, décideurs, agents de la protection civile, enseignants, . . .) travaillant déjà sur les risques. S'agissant des risques couverts par le Centre, le centre de Ravello insiste sur l'importance de surveiller les paysages à titre préventif.

Le Centre de Walferdange (Luxembourg) a essentiellement développé une recherche fondamentale sur les risques sismiques (dans des domaines comme les mouvements des sols lors de séismes et les algorithmes d'alerte précoce aux tremblements de terre), mais il mène également des travaux de recherche appliquée comme la surveillance d'infrastructures critiques et la mise en œuvre de réseaux de surveillance sismique. Le Centre a consacré son atelier annuel à la sismicité induite, ce qui a incité les participants à lancer de nouveaux travaux de recherche.

Le Centre de Nicosie (BeSafeNet) présente le développement de son site Internet multilingue (des documents peuvent déjà être obtenus en 6 langues différentes). Son utilisation a été facilitée en organisant les risques en trois grandes catégories. Les différents niveaux d'informations sont disponibles pour chacune des 10 questions standard couvertes pour chacun des risques. Le Centre de Kiev rappelle que cette initiative constitue l'un des principaux projets de l'Accord, car de nombreux centres ont participé à la collecte des meilleures informations disponibles,

présentées en plusieurs langues. Le Centre de Bucarest confirme que l'internet est un outil privilégié pour informer les nouvelles générations, et souligne que les informations spécifiques sur chacun des pays doivent être prises en compte. Le Centre de La Vallette illustre le potentiel d'une telle initiative en présentant comment les documents sur les risques côtiers sont utilisés dans le cadre de cours sanctionnés par un diplôme. Enfin, le Secrétariat exécutif note que les contributions ou observations supplémentaires de centres qui ne participent pas encore seront très appréciées.

Le Centre de Kiev (TESEC) fait observer que les pays ont également besoin de disposer de moyens techniques en cas d'urgence. Étant donné l'expérience acquise par l'Ukraine dans le domaine des urgences radiologiques, des cours sont organisés chaque été pour présenter les connaissances les plus récentes sur la surveillance de l'environnement, des sources, du personnel et du matériel en cas d'urgence nucléaire ou radiologique. Les participants peuvent également pratiquer et apprendre les procédures de surveillance en situation « réelle » (zone d'exclusion de Tchernobyl). Le Centre présente également sa participation à l'initiative BeSafeNet sur les risques radiologiques, ainsi que l'État d'avancement de l'initiative sur les informations radiologiques des autorités locales et régionales. Le Président demande s'il serait possible d'établir un lien entre cette dernière activité et la discussion en cours sur l'éthique et les catastrophes, et le Secrétaire exécutif rappelle qu'il est nécessaire d'obtenir l'aval du Comité des correspondants permanents.

Le Centre de Sofia (CLST) présente le développement du projet DRACE grâce à l'amélioration de son site Internet et d'activités spécifiques sur la protection du patrimoine contre les effets de l'eau le long du Danube. Dans le domaine de l'éducation, le Centre rappelle également sa participation à l'initiative BeSafeNet, tandis que l'enseignement universitaire est assuré en collaboration avec la nouvelle université de Bulgarie qui organise des cours de troisième cycle sur les questions de sécurité. Dans le même ordre d'idées, il a participé à l'organisation dans les Balkans d'une conférence sur les "stratégies et politiques de sécurité" à l'occasion de laquelle l'instauration d'un bilan bisannuel sur la sécurité, y compris dans le cadre de catastrophes, a été proposé.

Le Centre de Lisbonne (CERU) poursuit ses activités sur les aspects particuliers des situations d'urgence dans les cités historiques: il a participé à l'évaluation des risques sismiques, de l'entretien et de la réhabilitation du patrimoine de la ville de Lagos (Algarve-Portugal). Il rappelle sa coopération passée avec d'autres centres dans ce même domaine, ainsi que la collaboration qui se poursuit avec le Centre de Rabat sur les risques de tsunami sur le littoral atlantique. Ce Centre souhaite également collaborer aux activités communes sur les aspects législatifs, dirigées par le Centre de Florival.

Le Centre de Chisinau (ECMR) a organisé, à l'intention des étudiants, une table ronde sur les bonnes pratiques en matière de risques, d'où sont ressorties des suggestions sur l'assistance méthodologique dans les formations visant permettre aux populations de développer leur capacité à adopter les comportements adéquats dans les situations de crise. Un autre séminaire scientifique pratique abordé le rôle des pouvoirs publics dans la promotion d'une culture de la prévention des risques; il a permis de faire ressortir la nécessité de disposer d'un centre national unique pour la gestion des situations d'urgence. Le Président souligné les rapports étroits qui existent entre cette dernière activité et les travaux coordonnés par le Centre de Florival, mais le Centre de Chisinau précise qu'il travaille dans une perspective plus large que le seul volet législatif.

Le Centre d'Erevan (ECRM) poursuit son activité d'information des populations préalablement aux catastrophes. Il étudie particulièrement les droits des personnes les plus vulnérables et l'adaptation des informations à leurs besoins spécifiques. Il a également réalisé un travail important en matière de premier secours. Suite à la recommandation adoptée par l'Accord, le

Centre a suggéré au ministère des urgences la création en Arménie d'une plate-forme nationale pour promouvoir la réduction des risques de catastrophes. Il évoque également sa collaboration avec le Centre de Florival sur les aspects législatifs et avec le Centre de Kiev sur les risques radiologiques.

Le Centre de Tbilissi (GHHD) décrit les activités qu'il mène dans le domaine des barrages et des glissements de terrain. Il évoque également sa participation à la création d'une commission nationale sur la réduction des risques de catastrophes, qui est constituée en ONG en attendant la participation des autorités. Répondant à une question du Centre de Skopje sur ce que cela change, un débat s'engage sur le sens exact de l'expression « plate-forme nationale », car les approches diffèrent d'un pays à l'autre. Le Secrétaire exécutif rappelle qu'indépendamment de la structure spécifique retenue par un pays, l'Accord est favorable à cette tendance afin de fédérer tous les acteurs qui favorisent la prévention. Plusieurs participants insistent sur l'intérêt pour les centres d'une collaboration avec les plateformes nationales.

Le Centre de Ravello (CUEBC) rappelle les deux stages de formation organisés, respectivement, sur l'impact du changement climatique sur le patrimoine culturel et sur les paysages culturels. Le premier a bénéficié du soutien de l'Accord et constituait la deuxième édition d'un stage déjà organisé à Strasbourg en 2009: le nouveau stage visait davantage à doter des responsables du patrimoine culturel du bagage scientifique nécessaire à la gestion des conséquences prévisibles du changement climatique à court (2010), à moyen (2030) et long terme (2100).

Le Centre de Bakou (ECMHT) a organisé une conférence sur les aspects éducatifs des risques, qui a adopté plusieurs recommandations sur l'enseignement des risques et la sécurité des écoles. Le Président fait une fois de plus remarquer les liens qui pourraient exister entre de telles activités et l'initiative BeSafeNet. Le Centre évoque également sa collaboration avec d'autres pays (UKR, RUS, GEO, BUL), sa participation aux activités des Nations Unies et son travail avec les collectivités locales. Un manuel sur la "gestion des situations d'urgence" a été préparé en azéri et traduit en anglais. Enfin, il a organisé, en collaboration avec le ministère des situations d'urgence, un séminaire pour dispenser aux médias des informations sur les risques.

Le Centre de Bucarest (ECBR) rappelle que ses activités sur les risques sismiques sont articulées autour de deux axes: l'aide à la reconstruction et la sensibilisation grâce à la diffusion de documents sur les séismes et l'organisation de séminaires et de démonstrations. Dans le premier domaine, le centre s'est particulièrement efforcé d'aider les ingénieurs et les architectes à appliquer les nouveaux codes et normes. Dans le deuxième domaine, les séminaires sur les risques organisés à l'intention des étudiants de la faculté d'aménagement intérieur de l'Université d'architecture et d'urbanisme vont sensibiliser au fait que la conception de chacun des éléments d'un édifice peut intervenir dans la vulnérabilité de la construction dans son ensemble et /ou de ses habitants.

Le Centre de Skopje (ECILS) reconnaît qu'il a principalement concentré ses efforts sur l'organisation de la « 14ECEE », la 14e conférence européenne sur l'ingénierie sismique, qui s'est tenue à Skopje. Il a toutefois également élaboré des lignes directrices sur les évaluations en cas de risques multiples, dont la transposition en cartographie des risques est en cours. Il fait aussi observer que le patrimoine bâti d'Europe a besoin de mesures de protection spécifiques, et considère que ce domaine pourrait utilement faire l'objet d'une collaboration entre plusieurs centres.

Le Centre de La Vallette (ICOD) a achevé l'intégration d'un module sur les risques côtiers dans une formation sur l'environnement, et a participé à la formation sur la gestion du littoral organisée par le Centre de Biarritz. Il a aussi organisé une conférence internationale sur les ressources récréatives du littoral, avec une session spéciale sur les risques côtiers. Il a par ailleurs lancé une étude sur l'élévation du niveau de la mer en Turquie et à Malte en

collaboration avec l'université du Proche-Orient d'Ankara; la méthodologie de ce projet pourrait intéresser d'autres centres, et leur collaboration serait la bienvenue.

Le Centre de Strasbourg (CERG) a élaboré une Cartographie de la susceptibilité aux glissements de terrain à l'échelle de l'Europe, avec identification de seuils pour les crises et les implications pour les systèmes opérationnels d'alerte précoce. Un projet sur les risques côtiers a également été lancé; il comprend l'étude de trois littoraux différents d'Europe, assortie d'une surveillance et d'une modélisation. Répondant à la question du Centre d'Erevan sur l'aspect "réduction de la vulnérabilité" de leurs travaux sur les glissements de terrain, le CERG fait remarquer que cela sort en général du cadre de ses projets. Le Centre de Tbilissi demande comment le CERG gère les problèmes de données aux frontières nationales et la définition de la classification des risques. Le CERG répond qu'il collecte et traite les données les plus appropriées pour réaliser une approximation des données manquantes, et que le choix des catégories dépend fortement de l'objectif poursuivi (recherche ou opérationnel).

Le Centre de Biarritz (CERCO) a lancé un projet visant à rassembler les connaissances disponibles sur les zones littorales dans une base de données (biologiques ou de biodiversité), et a pris contact avec d'autres organisations à cette fin. Ce projet est motivé par la double nécessité d'harmoniser les données existantes et de disposer d'un intermédiaire entre les chercheurs et les décideurs. Dans ce même ordre d'idées, il a organisé avec succès un deuxième stage de formation sur la connaissance et la gestion des risques côtiers.

Résumant toutes les présentations, le Président fait observer que plusieurs bons exemples de coopération entre les centres ont été présentés, et que de nombreuses autres synergies possibles ont déjà été identifiées: il faut informer les Correspondants permanents de ce potentiel, car cet élément semble déterminant pour le développement futur de l'Accord.

De plus, cette évaluation fait également ressortir deux domaines où une action commune de tous les centres pourrait être envisagée: le rôle de centre d'échanges que l'Accord pourrait jouer, et son implication dans le développement de la cartographie des risques. S'agissant du premier point, de nombreux centres ont insisté sur la nécessité de commencer par collecter et par diffuser le fruit des activités du réseau, mais aussi d'établir des rapports sur les travaux et les publications réalisés dans leurs domaines respectifs de compétences. Concernant la cartographie, certains centres disposent déjà d'une expérience dans ce domaine, mais chacun des centres peut y contribuer en enrichissant le projet avec ses propres compétences, même si la difficulté d'une telle opération est soulignée par d'autres centres.

4. Débats sur les activités futures des centres

Afin de justifier un tel débat, le Secrétaire exécutif rappelle que la dernière réunion des Correspondants permanents avant la Session ministérielle avait chargé le Secrétariat de faire le point sur les activités des centres afin d'améliorer leur efficacité à la fois pour les pays et pour les centres dans le contexte du nouveau plan à moyen terme 2011-2015. Il fait observer que les activités des centres sont très appréciées par les Correspondants permanents, et que ces derniers ont souligné la nécessité d'une plus grande visibilité de leurs résultats et d'une synergie accrue entre les divers centres.

Afin d'examiner les changements envisageables, un groupe de travail réunissant quelques Correspondants permanents, des directeurs de centres et des experts a été constitué. Quelques orientations préliminaires ont été formulées lors de leur première réunion, en janvier. Une conclusion importante de cette première réunion était qu'il fallait éviter un fractionnement excessif du peu de moyens disponibles en soutenant de multiples projets d'un même centre.

Par conséquent, l'idée maîtresse pour 2012 sera de concentrer les sommes consacrées aux dotations et aux programmes coordonnés, afin d'augmenter le niveau de financement d'un plus petit nombre de projets intéressant plusieurs centres et aboutissant à des résultats clairement définis. En fait, la préférence ira aux projets réellement internationaux, mais des initiatives nationales applicables au plan international pourront également être soutenues.

Cette tendance pourra être renforcée par des gouvernements spécifiques qui souhaiteront participer par des moyens supplémentaires au développement de thèmes qui les intéressent particulièrement; l'ouverture à des partenaires extérieurs au réseau sera également encouragée. De tels financements extérieurs seront d'autant plus attirés que les projets seront de nature plus transversale et que les résultats attendus seront clairs.

M. Goerens rappelle que les audits vérifient systématiquement quelles coopérations sont déjà en place. Il reconnaît que certains centres pourront rencontrer des problèmes pendant la période transitoire parce qu'ils auront besoin d'argent pour fonctionner. À cet égard, le Centre de Tbilissi suggère de maintenir un montant minimum pour permettre à chaque centre de poursuivre son activité. Il note toutefois que de nombreuses nouvelles activités ont progressivement été intégrées dans les programmes coordonnés.

Le Centre de Biskra fait observer qu'une synergie entre les activités existe déjà: il a déjà participé à des projets communs. Toutefois, la coopération n'est envisageable que pour les projets dont le thème peut être traité par plusieurs centres, mais certains centres très spécifiques peuvent aussi présenter une utilité pour d'autres pays même s'ils n'ont pas d'équivalent ailleurs.

Le Centre de Florival propose d'ajouter une demi-journée à la réunion des directeurs afin d'approfondir la discussion sur les activités communes qui pourraient être envisagées. La présentation de chaque thème par les coordinateurs pourrait également convaincre d'autres centres de coopérer. Une collaboration supplémentaire pourrait être obtenue en demandant que les activités menées par les centres soient évoquées lors des contacts officiels entre les autorités nationales. Le Secrétaire exécutif rappelle qu'il a toujours encouragé une plus grande synergie entre les centres et les Correspondants permanents.

Le Centre de Kiev suggère que les projets purement nationaux devraient être directement financés par chaque pays, et rappelle que la pénurie de moyens impose de conjuguer les efforts avec ceux des autres centres. Toutefois, il faut aussi pour cela que tous les partenaires puissent retirer suffisamment d'avantages des travaux communs. Le Centre de Tbilissi revient sur les inquiétudes relatives à la participation de chacun des centres en demandant comment répartir les ressources entre les partenaires. Le Centre de Ravello confirme également la nécessité de veiller à ce que chaque partenaire puisse profiter de sa participation.

Le Centre de Saint-Marin note que l'existence de centres spécialisés est tout à fait compatible avec le nouveau système, à condition de clairement définir, de commun accord, comment les ressources seront réparties entre les partenaires. Le rôle de coordinateur peut également être assorti d'un lieu de réunion pour les partenaires du projet. Le Président fait observer qu'il faudrait clarifier le rôle des centres qui assurent la direction d'un projet, car il aurait des retombées positives tant pour l'Accord que pour les centres.

Le Centre de l'Arménie suggère de réserver des fonds pour la recherche fondamentale. Les synergies entre les centres sont très limitées par les domaines d'activités spécifiques de chacun: la coopération peut uniquement s'établir au cas par cas. Des accords avec l'ISDR et d'autres organisations internationales pour des activités nationales paraissent toutefois très utiles. Le Centre de Rabat propose d'organiser des réunions techniques sur un thème avec des centres spécialisés et d'autres centres des Etats membres afin de promouvoir des partenariats extérieurs.

Le Centre de Moscou insiste sur le fait que l'objectif premier est d'augmenter la sécurité des populations d'Europe, et suggère de concevoir une vérification des méthodes d'évaluation des risques en vue de parvenir à un consensus, afin que l'on puisse disposer d'une base de données commune et d'un manuel pour les interventions transnationales. L'élaboration d'un document sur les échanges de données cartographiques permettra de réaliser une cartographie commune des risques: un atlas européen pourrait alors être publié. Des normes internationales similaires pourraient être élaborées pour la protection civile, notamment sur les règles techniques. Le Centre de Kiev reconnaît l'intérêt des propositions, mais soulève la question de savoir comment seront financées des initiatives communes aussi ambitieuses.

Le Secrétaire exécutif intervient pour préciser que le débat visait à réunir des avis sur les échanges proposés afin d'alimenter la discussion sur les choix stratégiques, qui reste essentiellement du ressort des Correspondants permanents. En outre, il paraît encore prématuré de discuter des thèmes spécifiques à développer. Le Président insiste sur le fait que la réforme envisagée est encore « en chantier ».

Le Centre de Ravello note que la réforme est une bonne manière de célébrer le 25^e anniversaire de l'Accord, mais rappelle qu'à l'origine ce dernier visait à déployer ses diverses compétences dans l'ensemble de ses Etats membres. Il faut cependant reconnaître la contradiction possible entre les objectifs nationaux et les objectifs internationaux, et donc proposer des sortes de programmes pluriannuels itinérants. L'accent doit donc être mis sur les méthodologies et sur leur diffusion auprès des Etats membres. Etant donné que les pays membres contribuent déjà, il est difficile de trouver des moyens supplémentaires, mais des programmes coordonnés peuvent plus facilement convaincre les pays de participer au financement d'initiatives concrètes.

Le Centre de Bakou note que tout le monde est d'accord pour unir les efforts parce que la coopération permet d'augmenter la valeur des résultats obtenus. Mais pour attirer d'éventuels financements extérieurs, le réseau des centres doit faire connaître ses travaux. M. Vigneaux partage cet avis sur la nécessité de diffuser les résultats et les potentiels de tous les centres pour attirer la participation de partenaires extérieurs à nos projets, mais insiste aussi sur la persévérance nécessaire pour obtenir tout financement extérieur. Le Président suggère de lancer 2 ou 3 projets en vue de demander des financements spécifiques.

Le Centre de Skopje précise que la coopération peut être envisagée soit sur un thème commun, soit sur une base régionale. Il propose de maintenir le principe des dotations, mais de clarifier l'organisation des programmes coordonnés en demandant au Secrétariat de faire des propositions sur des thèmes précis (comme l'étude de la vulnérabilité du patrimoine construit en Europe). L'Accord peut en outre cerner les problèmes et faire ressortir les solutions possibles, et ainsi faciliter l'obtention de moyens supplémentaires.

Le Centre de Walferdange soulève la question de la possible concurrence entre les centres pour l'obtention de fonds: il faudrait fixer des critères d'évaluation plus détaillés pour les projets afin d'éviter de tels phénomènes. Il évoque également le risque de lancer un projet sans obtenir les moyens extérieurs supplémentaires pour le mettre en œuvre. Le Secrétariat exécutif répond que l'envergure de chaque projet doit être limitée à ce qui est possible dans le cadre des ressources de l'Accord, tout en prévoyant de l'amplifier si des moyens supplémentaires deviennent disponibles. Il note également que les changements font partie de la vie, mais que personne ne souhaite qu'ils mettent un Centre en difficulté.

5. Activités programmées en 2011

Le riche débat sur l'avenir des activités des centres s'étant prolongé, il reste très peu de temps pour discuter des activités programmées en 2011. Le Secrétariat exécutif suggère par conséquent de concentrer l'attention sur les programmes coordonnés proposés et encourage les centres à réexaminer leurs propositions à la lumière des synergies possibles qui sont apparues pendant la discussion sur les activités de 2010.

Le Centre de Florival propose de coopérer sur les questions législatives avec les centres de Bakou et de Chisinau, qui ont déjà une expérience en la matière, et propose de réinstaurer la session supplémentaire d'une demi journée à chacune des réunions du Comité des Correspondants Permanents pour présenter les activités. Le Secrétariat exécutif suggère qu'une demi journée supplémentaire serait également utile lors des réunions des directeurs de centre afin de faciliter les échanges directs entre les centres pour définir des projets communs, et propose de justement consacrer l'après-midi à de tels contacts bilatéraux pour revoir, si nécessaire, les propositions actuelles de programmes coordonnés pour 2011.

6. Elections du Président et du vice-président de la réunion des directeurs de centre

M. Anton MICALLEF (ICoD, La Valette) et M. Azelarab EL MOURAOUAH (CEPRIS, Rabat) sont réélus Président et Vice-Président, respectivement.

7. Date et lieu de la prochaine réunion

Pour la commémoration du 25^e anniversaire de l'Accord, les Directeurs saluent la proposition de l'Italie d'accueillir leur prochaine réunion à Ravello (Italie). Le Secrétaire exécutif adjoint fait toutefois observer que la réunion sera probablement ramenée à novembre/décembre 2011 au lieu de février 2012 afin d'appliquer la nouvelle procédure relative aux activités.

Annexe 1

Strasbourg, le 20 janvier 2011

AP/CAT (2011) OJ 2

**REUNION DES DIRECTEURS DES CENTRES EUROPEENS ET MEDITERRANEENS SPECIALISES
DE L'ACCORD EUR-OPA RISQUES MAJEURS****Jeudi 3 février (9h30) et vendredi 4 février 2011 (17H00)**
Bureau du Conseil de l'Europe, 55 avenue Kléber, PARIS 16^e - salle 1
*Tel: +33 (0)1 44 05 33 60***ORDRE DU JOUR**

1. Adoption du projet d'ordre du jour *AP/CAT (2011) OJ2*
2. Décisions adoptées lors de la session ministérielle à St Petersburg
AP/CAT(2011) 4
les 27 et 28 septembre 2010
3. Bilan des activités réalisées en 2010
 - Activités dans le cadre de la subvention *AP/CAT(2010) 6*
 - Activités dans le cadre des programmes coordonnés *AP/CAT(2010) 5*
4. Activités programmées en 2011
 - Implications du nouveau Plan à Moyen Terme 2007-2011
 - Activités dans le cadre de la subvention
AP/CAT(2011) 3
 - Activités dans le cadre des programmes coordonnés *AP/CAT(2010) 7*
5. Discussion préliminaire sur les futures activités des Centres
 - Informations sur la 1^{ère} réunion du groupe de travail sur les activités des centres à Paris le 17 Janvier 2011
 - Discussion sur les lignes directrices du groupe de travail
 - Propositions des Centres pour la 2^{ème} réunion du Groupe de travail sur les activités des centres à Paris le 10 mars 2011
6. Questions diverses
7. Election du Président et Vice-Président de la réunion des directeurs des centres
8. Date et lieu de la prochaine réunion

List of Participants**Algeria/Algerie**

CRSTRA - Centre Euro-Méditerranéen de recherche scientifique et technique sur les régions arides Omar El Barnaoui (Biskra, Algérie C)/ Euro-Mediterranean Center on scientific and technical research in arid zones Omar El Barnaoui (Biskra, Algeria)

Fattoum LAKHDARI, Directrice

Campus Universitaire BP 1682 RP 07000 Biskra, ALGERIE

Tel.+213.33.73.4214 / 8443 -Fax +213 33 74 18 15

crstra_biskra@hotmail.fr - Crstra_biskra@yahoo.fr

Armenia/Arménie

ECRM- European Interregional Scientific and Education Centre on major risks management/ (Yerevan, Armenia) / Centre européen interrégional et de formation sur la gestion des risques (Erevan, Arménie)

Stepan BADALYAN, Director

23, Nalbandyan str, 0001 YEREVAN, Republic of ARMENIA.

Tel./Fax +374 10 54.49.92 - mobile : +374 91 23 00 37 - ecrm@europe.com; ecrm@gmail.com

Azerbaïdjan/ AZERBAIJAN

ECMHT -European Training Information Centre (Baku, Azerbaijan) / Centre Européen de Formation et d'Information, Baku, Azerbaïdjan

Habib OJAQOV, Director, European Training Information Centre

Ayna Sultanova Str. 5, Baku, Azerbaijan Tel: +99 41231 4955. - mob +99 450 310 70 20

Fax : +99 412 431-49-55 - +99 412 510 33 88 hocaqov@yahoo.com; ocaqov@bakinter.net -

<http://www.foyqal.org>

Belgium / Belgique

ISPU - Higher Institute of Emergency Planning (Florival, Belgium) / Institut Supérieur de Planification d'Urgence, Florival, Belgique

Monique BERNAERTS Directeur du centre.(Institut Supérieur de Planification d'Urgence ISPU) Service Public Fédéral.Intérieur SPF, Direction Générale Centre de Crise, Rue Ducale 53 - B-1000 BRUXELLES, Tel.+ 32.2.506 47 70 - Fax. +32.2. 506 47 09.

monique.bernaerts@ibz.fgov.be; <http://www.crisis.ibz.be/>

Bulgaria / Bulgarie

E.C.R.P. - European Centre for Risk Prevention (Sofia, Bulgaria) / Centre européen pour la Prévention des Risques (Sofia, Bulgarie)

Kolio P. KOLEV, Director, 4 Vitosha Blvd, P.O. Box 862 BG- 1000 SOFIA.

Tel/Fax. +359.988.35.54 - mobile +359 888929704 - kolio.kolev@cslt.org;

Cyprus/Chypre

"BE SAFE NET" - EUROPEAN CENTRE FOR DISASTER AWARENESS WITH THE USE OF THE INTERNET (Nicosia, Cyprus)

George GEROSIMOU, Senior Civil Defence Officer , P.O. Box 23830, 1686 Nicosia, CYPRUS.

Tel: +357 26 818 470 Fax: +357 26 94 63 74 - ggerosimou@cd.moi.gov.cy - gerosimou@post.com

France

EMSC - European Mediterranean Seismological Centre (Bruyères-le-Châtel, France)

CSEM - Centre Sismologique Euro-Méditerranéen, (Bruyères-le-Châtel, France)

Jean-Remy BOSSU, Secretary General

EMSC c/o CEA, Bât. Sâbles Centre DAM - Ile de France, Bruyères le Châtel 91297 Arpajon Cedex

Tel :+33 (0)1 69 26 78 14 Fax +33 (0)1 69 26 70 00 - mob : +33 (0) 685541809

e-mail : bossu@emsc-csem.org; remy.bossu@cea.fr ;

CERG- European Centre for Seismic and Geomorphological Hazards (Strasbourg, France)/ Centre Européen sur les Risques sismiques et géomorphologiques (Strasbourg, France)

Olivier MAQUAIRE, Directeur CERG,

3 rue de l'Argonne F – 67083 Strasbourg cedex. - <http://cerg.u-strasbg.fr>
 Tél. +33 (0) 390 240 911 - +33 (0)6 87 82 97 09 - - Fax: : +33 (0) 390.240 900
 E mail : cerg@equinoxe.u-strasbg.fr; olivier.maquaire@unicaen.fr;

Georgia / Georgie

GHHD - European Centre on Geodynamical Risks of High Dams (Tbilisi, Georgia) / Centre Européen sur les Risques Géodynamiques liés aux Grands Barrages (Tbilisi, Géorgie)

Tamaz CHELIDZE, Director, European Centre on Geodynamical Risks of High Dams, Institute of Geophysics, M.Nodia Institute of Geophysics, 1, Alexidze str.0193, Tbilisi, Georgia
 Tel.+995.32.33.28.67 - 995 77 79 07 45 Fax. +995 32 33.28.67 e-mail: tamaz.chelidze@gmail.com

Germany/Allemagne

The Global Fire Monitoring Center (GFMC), Freiburg (Germany) / Le Centre mondial de surveillance des incendies (GFMC)Fribourg, Allemagne

Johann G. GOLDAMMER

The Global Fire Monitoring Center (GFMC). Fire Ecology Research Group, Max Planck Institute for Chemistry
 c/o Freiburg University, Georges-Koehler-Allee 75 D - 79110 Freiburg
 Tel:+49-761-808011 - Fax:+49-761-808012. e-mail: johann.goldammer@fire.uni-freiburg.de
 Website: <http://www.fire.uni-freiburg.de>

Italy / Italie

CUEBC - European University Centre for the Cultural Heritage (Ravello, Italy) / Centre Universitaire Européen pour les Biens Culturels, (Ravello, Italie)

Ferruccio FERRIGNI, Coordinator,

Villa Rufolo, Piazza Duomo 84010 RAVELLO (SA).

Tel. +39.089.857669 / +39 348 4444741 – Fax. +39.089.85 7711 univeur@univeur.org – ferrigni@unina.it - www.univeur.org

Luxemburg / Luxembourg

ECGS - European Centre for Geodynamics and Seismology (Walferdange, Luxembourg) / Centre Européen de Géodynamique et de Sismologie, (Walferdange, Luxembourg)

Adrien OTH, Chercheur,

19, rue Josy Welter, L-7256 Walferdange,

Tel: +352 331487 35 Fax: +352 33148788 adrien.oth@ecgs.lu

<http://www.ecgs.lu>

Former Yugoslav Republic of Macedonia/Ex-République Yougoslave de Macédoine

ECILS - European Centre on the Vulnerability of Industrial and Lifeline Systems, (Skopje, Former Yugoslav Republic of Macedonia) / Centre Européen sur la Vulnérabilité des systèmes et réseaux industriels (Skopje, Ex-République Yougoslave de Macédoine)

Zoran MILUTINOVIC , Director,

ECILS, Institute of Earthquake Engineering and Engineering Seismology, University « Ss.Cyril and Methodius »
 Skopje, Salvador Allende St. 73, P.O.Box 101 - 1000 SKOPJE , Ex-République Yougoslave de Macédoine, Tel.
 +389.2 3.107 701 /+389 2 3107 747 (direct) - Fax. +389.2 311 21 63

e-mail : zoran@pluto.iziis.ukim.edu.mk

Malta/Malte

ICoD - Euro-Mediterranean Centre on Insular Coastal Dynamics (Malta)/-Centre Européen de la Dynamique Côtière Insulaire (Malte)

Anton MICALLEF, Director,

International Environment Institute, University of Malta, Msida MSD 2080,

Tel/fax . +356.23 40 2013 - +356 9944 5412 e-mail: anton.micallef@um.edu.mt

Morocco /Maroc

CEPRIS - Euro-Méditerranéen Centre for the Evaluation and Prevention of Seismic Risk / Centre Euro-Méditerranéen pour l'Evaluation et la Prévention du Risque Sismique (Rabat,)

Aomar IBEN BRAHIM,

Professeur, Membre du Comité de Gestion locale du CEPRIS

Centre National pour la Recherche Scientifique et Technique

Angle avenue des FAR et avenue Allal El Fassi, B.P. 8027 Agdal Nations Unies, 10102 Hay Ryad. Rabat Maroc

Tel. +212.537.77.86.74 - +212 6000 19 431 Fax +212.537.77.13.34 - Ibenbrahim@cnrst.ma;

Moldova

ECMNR - European Centre for Mitigation of Natural Risks / Centre européen pour la Réduction des risques naturels (Chisinau, Moldova)

Anatolie BANTUS, Director, 75, Alba Iulia str, Office 510 MD-2071 CHISINAU
Tel./fax : +373.22 58 15 37 - +373 79698457 a_bantus@yahoo.com

Portugal

CERU - European Centre on Urban Risks, (Lisbon, Portugal) / Centre Européen sur les Risques Urbains (Lisbonne, Portugal)

Luis. A. MENDES VICTOR, Director, Av. Elias Garcia, N° 7, 2° Andar P-1000-146 LISBOA
Tel: + 351 917 507 500 Fax. +351.213 .908 187 e-mail: lavictor@fc.ul.pt

Romania/Roumanie

ECBR - European Centre for Rehabilitation of Buildings / Centre Européen pour la Réhabilitation des Bâtiments, Bucharest (Romania)

Emil-Sever GEORGESCU, Director of the European Centre for Buildings' Rehabilitation, The National Institute for research and development in building urbanism and sustainable territorial development "Urban - INCERC 266, Pantelimon St.,021652 BUCHAREST
Tel. +4021 255 78 66 Fax. +4021 255 00 62 - ssever@incerc2004.ro

Russian Federation/Fédération de Russie

ECNTRM- European Centre of New Technologies for the Management of Natural and Technological Major Hazards (Moscow, Russian Federation) / Centre Européen des Nouvelles Technologies pour la Gestion des Risques Naturels et Technologiques Majeurs (Moscou, Russie)

Sergei KACHANOV, Vice-director

European Center For New Technologies Of Risk Management (ECNTRM), Moscow, Davydkovskaya 7
Tel: 8 495 445 44 45 - fax. +7 495 443 83 15 vniigochs@vniigochs.ru

Tatiana NAUMOVA, Executive Secretary

European Center For New Technologies Of Risk Management (ECNTRM), Moscow, Davydkovskaya 7
Tel: 8 495 449 99 64 - fax. +7 495 443 83 15 n-tanya@yandex.ru

San Marino / Saint Marin

CEMEC - European Centre for Disaster Medicine (San-Marino) / Centre Européen pour la Médecine des Catastrophes, (Saint-Marin)

Alessandro BARELLI, President CEMEC

Anaesthesiology and Intensive Care, University Hospital "A. Gemelli", Rome, Viale Colli Portuensi 537 00151
Roma Tel : +39 3489764322 - t+39 3489764322 - Fax +39 0635502878 - a.barelli@tox.it

Cemec Ospedale di Stato 47031 San Marin.

Tel. +378. 99.45.35 Fax. +378.90.37.06 - cemec@iss.sm

Ukraine

TESEC - European Centre of Technological Safety, (Kiev, Ukraine) / Centre Européen de Sécurité Technologique, TESEC, (Kiev, Ukraine)

Viktor POIARKOV Executive Director, P.O.B.#13., Kyiv-110, Ukraine, 03110

Tel.+380 50 312 40 24 - +380 44 332 5905 Fax.+ (+380 44) 2708590

email: poyarkov@i.kiev.ua ; viktor.poyarkov@gmail.com - www.tesec-int.org

Experts

Jean Mathias GOERENS, Président de la Sous-Commission « Audit »,

15 rue Follereau, L-1529 Luxembourg. tel : +352 621 260 452 Fax : +352 2 704 85 68

email : jmg@pt.lu

Michel VIGNEAUX, Président de la Sous-Commission « Programme »,

Président Fer (fédération européenne des réseaux scientifiques et techniques de coordination

Résidence Saint Genès 1 rue Borda F-33000 Bordeaux

Tel +33.556.75.24 25 - 06 86 86 52 62 Fax. +33.5.56.75.24.25 e-mail : vigneaux.fer@wanadoo.fr

Autre participant

Jacques DEVEZE, Chargé des Affaires Internationales et de la Gestion de Crise,
Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer (MEEDDM), Direction Générale de la
Prévention des Risques, Service des Risques Naturels et Hydrauliques, Bureau de l'information Préventive, de la
Coordination et de la Prospective, La Grande Arche - Paroi Nord, 92055 La Défense cedex
Tél. : +33 1 40 81 88 90 - Fax : +33 1 40 81 20 95
Email : jacques.deveze@developpement-durable.gouv.fr

CONSEIL DE L'EUROPE / COUNCIL OF EUROPE Strasbourg**Secrétariat Exécutif de l'Accord EUR-OPA Risques Majeurs / Executive Secretariat of the EUR-OPA Major Hazards Agreement**

Eladio FERNANDEZ-GALIANO, Secrétaire Exécutif / Executive Secretary
Tel +33.3.88.41.2259 Fax. +33.3.88.41.2787 eladio.fernandez-galiano@coe.int

Francesc PLA , Adjoint au Secrétaire Exécutif / Deputy to the Executive Secretary
Tel. +33.3.90.21.4930 Fax. +33.3.88.41.2787 francesc.pla@coe.int

Linda ROLLIN Tel. +33.3.88.41.2937 ; Fax. +33.3.88.41.2787 linda.rollin@coe.int

Caroline SIEBECKE, Tel. +33.3.88.41.3522 ; Fax. +33.3.88.41.2787 caroline.siebecke@coe.int

INTERPRETES

Eline AITKEN	e.aitken@aiic.net
Michel BOWER	bower.michel@neuf.fr
Fany CROISSET-DEBISE	f.croiset@aiic.net - f.croiset@gmail.com
Ludovic MARTIN	ludovic.lumartin@gmail.com
Alexei LOBKOV	alobcov@yahoo.com
Nelly SIDERIS	n.sideris@aiic.net

Apologised for absence / excusés pour absenceFrance**CerCO- Centre européen sur les Risques Côtiers / European Centre on Coastal Risks**

Françoise PAUTRIZEL , Directrice générale
Musée de la Mer, Plateau de l'Atalaye, 64200 Biarritz Tel : 05 59 22 33 34, Fax : 05 59 22 75 30
e-mail : direction@museedelamer.com; centredelamer@museedelamer.com

Greece/Grèce**ECPFE - European Centre on Prevention and Forecasting of Earthquakes (Athens, Greece) / Centre Européen pour la Prévention et la Prévision des Tremblements de Terre (Athènes, Grèce)**

Earthquake Planning Division of EPPO (*Earthquake Planning and Protection Organisation*)
32 Xanthou Str., N. Psychiko, GR-15451 ATHENS.
Tel. +30.210.672 28000 int 163 - +30-6932654032 - Fax. +30-210 6 779 561 - lpeli@oasp.gr

ECFF - European Centre on Forest Fires / Centre européen sur les Feux de Forêts

Mr Milt STATHEROPOULOS, 9 Iroon Polytechniou St. GR- 15773 ATHENS
Tel. +30.210.7 723 109 Fax :+30 210 7 723 188 e-mail stathero@chemeng.ntua.gr

ECPFE - European Centre on Prevention and Forecasting of Earthquakes (Athens, Greece) / Centre Européen pour la Prévention et la Prévision des Tremblements de Terre (Athènes, Grèce)Turkey/Turquie**AFEM - European Natural Disaster Training Centre (Ankara, Turkey)/Centre Européen de Formation sur les Risques Naturels, (Ankara, Turquie)**

Mr Kaan AKLAR, Prime Minister's Office, Disaster and Emergency Management Presidency
Planning and Mitigation Department kaan.aklar@afad.gov.tr
Tel: + 90 312 287 26 80 / 13 28 - Fax: + 90 312 220 26 13 GSM: + 90 506 279 03 11

Spain / Espagne***CEISE - European Center on Social Research in Emergency Situations /******Centre européen de recherche sociale dans les situations d'urgence / Centro Europeo de investigación social de emergencias, Madrid***

Andrés GARCÍA, Coordinador, Dirección General de Protección Civil

Quintiliano, 21, SP- 28002 Madrid

Tel: +34 91 537 3287 - fax: +34 66 984 9706 - agarcia@procivil.mir.es